**Zeitschrift:** Domaine public
**Herausgeber:** Domaine public
**Band:** 26 (1989)
**Heft:** 934

**Artikel:** Une Suisse sans armée et sans ennemis
**Autor:** Lehmann, Pierre
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1010848

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 14.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

tat en faveur de l'entrée de la Suisse à l'ONU (40,2% de oui contre 24,3% pour l'ensemble du pays).
Dans le domaine social, le Jura tient compagnie au Tessin: oui à l'initiative sur les vacances (1985), oui à l'abaissement de l'âge de la retraite et aux 40 heures (1988). Par contre l'initiative pour l'assurance-maternité ne recueille qu'un quart des voix jurassiennes (1984) et la révision de l'assurance-maladie (1987), pourtant flanquée d'une allocation maternité, est rejetée plus sèchement encore qu'au niveau suisse. Le progressisme jurassien est limité par l'emprise du catholicisme: avec les cantons de Suisse centrale, le Jura accepte l'initiative «pour le droit à la vie».
Comme la Suisse romande — Valais excepté — le Jura est antinucléaire. Comme les Romands, les Jurassiens sont chatouilleux lorsqu'il s'agit de circulation routière: non à la vignette, non à la taxe poids lourds, non à la ceinture de sécurité.
Les rapports difficiles du Jura avec l'armée sont connus. Rien d'étonnant dès lors de voir ce canton donner le meilleur résultat à l'initiative pour un service civil (49,8%), à l'initiative pour l'introduction du référendum en matière de dépenses militaires (54,1%) et à l'initiative contre la place d'armes de Rothenthurm (70%).
Enfin, il est un sujet où le Jura ne transige pas: la suppression des subventions fédérales et de la participation du canton à des ressources fiscales fédérales. A huit reprises, entre 1980 et 1985, il rejette — en vain — des projets qui allègent les caisses cantonales.

### *Le Jura est bien Suisse*

En définitive, l'image du Jura reflétée par les votations populaires de la dernière décennie n'est pas celle d'un mouton noir qui systématiquement ferait bande à part. L'attitude politique du nouveau canton s'inscrit dans la diversité qui caractérise la Suisse. S'il est un aspect où le Jura n'a pas fait preuve d'originalité, c'est bien celui de la participation: à cinq reprises seulement — sur vingt-six dimanches de votations — il a dépassé la moyenne suisse, se permettant même des creux à la moitié de la participation helvétique. A ce chapitre, le nouveau canton est plus suisse que la Suisse. ■

*COURRIER*

# Une Suisse sans armée et sans ennemis

**A propos de l'Initiative «Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de la paix» (DP 932).**
Les commentaires de DP sur le débat du Conseil national consacré à l'initiative pour une Suisse sans armée passent à côté de ce qui me paraît être l'essentiel: cette initiative est, à mon avis, la seule proposition réaliste formulée ces derniers temps pour éviter l'impasse dans laquelle la société industrialisée, tant à l'Est qu'à l'Ouest, est en train de se jeter. (...)
Je ne crois pas que les initiants s'imaginent, comme le dit DP, que la Suisse doive devenir un modèle des nations par l'abandon de son armée. D'ailleurs, le GSSA (Groupement pour une Suisse sans armée) a des contacts avec des groupes de même inspiration dans d'autres pays. Le problème est à l'échelle globale et l'armée doit être vue comme une institution universelle implantée dans quasiment tous les pays. Une sorte de multinationale du pouvoir, avec des ramifications dans toute la planète. Elle suce et épuise les ressources des pays dans lesquels elle exerce son activité, en créant elle-même les justifications pour son maintien: l'armée d'un pays sert de prétexte à celle des pays voisins et réciproquement. Il est quand même remarquable qu'à l'heure actuelle, environ la moitié de la compétence scientifique disponible dans des branches comme la physique soit utilisée plus ou moins directement pour développer et perfectionner les armements. Il y a même des scientifiques qui travaillent pour la guerre sans s'en rendre compte. Des usines d'armement existent dans la plupart des pays industrialisés et la vente d'armes est une des affaires les plus lucratives qui soit. L'armée arrive même à se justifier par les places de travail qu'elle offre. Cela veut bien dire que l'activité guerrière est admise comme participante à part entière dans le système économique. Et c'est là que se trouve, pour moi, le nœud du problème. On en est au stade où les dirigeants d'un pays, et je ne parle bien sûr pas que de la Suisse, sont devenus totalement incapables de *concevoir* un pays qui n'aurait pas d'armée.
La violence et les moyens de violence font aujourd'hui partie intégrante des activités humaines jugées nécessaires à la prospérité des Etats-nations. Ils font aussi partie de la méthodologie scientifique (vivisection, par exemple). Par rapport à la biosphère, l'homme a adopté une posture de conquérant sans pitié ni respect. Cette biosphère (Gaia) n'est plus pour lui que «l'environnement», et sa protection n'est jamais qu'une activité économique supplémentaire.
Nous sommes dans une situation bloquée. Nous avons mis en place un système économique dont le mode de fonctionnement est totalement incompatible avec celui de la biosphère. Ce système économique a besoin de la violence pour son maintien. Et pour se maintenir, il est prêt à tout sacrifier, même ce qui le fait vivre. La défense armée admet que la protection des frontières et de la hiérarchie du pouvoir, qui sont la représentation concrète de l'Etat, doit être assurée même au prix d'un saccage complet de tout ce qui vit à l'intérieur des frontières de cet Etat. La sécurité nationale est devenue la raison première de l'insécurité internationale.
L'initiative dit que la Suisse n'a pas d'armée, mais aussi qu'elle ne se reconnaît pas d'ennemis. Cette démarche est à mon avis la seule que la Suisse puisse prendre pour débloquer la situation et provoquer par là un tournant historique. Que cela ne résolve pas tous les problèmes actuels comme par un coup de baguette magique est évident. C'est le début d'une démarche. Je ne nie pas qu'elle puisse être longue et difficile. Mais je ne suis pas aussi convaincu que DP que le débat doive déboucher sur un dialogue de sourds. Même s'il est vrai que l'armée a été jusqu'à aujourd'hui un sujet tabou, il y a certainement des militaires qui sont inquiets de l'évolution actuelle et qui ont une ouverture d'esprit suffisante pour aborder sans parti pris l'option d'une Suisse sans armée, quitte à se remettre eux-mêmes en question. Nous sommes tous dans le même bateau et nous nous en sortirons tous ensemble ou pas du tout.

Pierre Lehmann